



**PRÉFET
D'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE
Direction de la Citoyenneté
Bureau des Procédures Environnementales

mel : pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Arrêté préfectoral portant mesures d'urgence
Société des Établissements MARCHAIS (SODEM) implantée sur le territoire des
communes de Broué et Marchezais
N°ICPE : 0010000427**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1, L. 512-20 et L. 514-5 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir à compter du 21 août 2023 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2022 relatif à la mise à jour administrative des prescriptions applicables à l'établissement exploité par la Société Anonyme à conseil d'administration SODEM – Société des Établissements MARCHAIS Côté Est de la route départementale 21, sise 1, Place de la Madeleine à Broué ;

Vu les articles 1.3, 1.5.3.1, 5.1.2, 5.1.3, 7.3.1.1.1 et 7.7.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2022 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

Vu le porter à connaissance du 10 mai 2019, modifié le 31 janvier 2021, concernant la réorganisation et la modification des conditions de stockage de la paille en extérieur ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement relatif à l'inspection du 5 mai 2025, transmis à l'exploitant par courriel et courrier en date du 13 mai 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le courrier susvisé informant le 13 mai 2025 l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté de mesures d'urgence et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 16 mai 2025 ;

Considérant que lors de la visite en date du 5 mai 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- le stockage de paille en extérieur n'est pas constitué de 4 îlots isolés les uns des autres d'une distance minimale de 20 m et distants du bâtiment 10 ainsi que des tiers de 30 m minimum,
- présence de paille fortement dégradée et de nature à occasionner un départ de feu tel que celui du 3 mai 2022,

- présence de bio-déchets en cours de compostage au droit de l'emprise dédiée au stockage de paille en îlots rendant difficile l'accès, pour les services de secours et d'intervention, aux ressources en eau situées à proximité des stockages de paille ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.3, 1.5.3.1, 5.1.2, 5.1.3, 7.3.1.1 et 7.7.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2022 susvisé ;

Considérant que l'accès aux ressources en eaux dédiées à la défense incendie des stockages de paille, et situées à proximité de ces mêmes stockages, est rendu extrêmement difficile pour lutter rapidement et efficacement contre un incendie généralisé des stockages de paille en ballots, avec la présence de végétation et de stockages anarchiques de ces ballots de pailles, d'un véhicule, de déchets, de rebus ou issues de procédés de fabrication de l'établissement ;

Considérant que le délai de réunion du CODERST pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de sécuriser le site et de permettre l'accès aux ressources en eau pour les services d'intervention et de secours afin de lutter efficacement contre un éventuel incendie ;

Considérant qu'il convient donc de prescrire en urgence :

- un renforcement de la surveillance de la paille dégradée par le temps de stockage en extérieur, sous les intempéries,
- la libération d'une voie d'accès à la ressource en eau dédiée à la défense incendie du stockage de paille, jusqu'au stockage de paille reconstitué à terme en 4 îlots au maximum,
- le reconditionnement du stockage de paille en îlots, suivant les règles d'implantation définies dans le porter à connaissance précité du 10 mai 2019, modifié le 31 janvier 2021,
- la suppression de tous les entreposages de biodéchets présents au droit de l'emprise dédiée au stockage de paille en îlots ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir,

ARRÊTE

Article 1 – La société SODEM, dont le siège social est situé sise 1, Place de la Madeleine à Broué – 28410, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation des installations qu'elle exploite sur le territoire des communes de Broué et de Marchezais, à la même adresse.

Article 2 : Renforcement de la surveillance du stockage de paille en extérieur

L'exploitant renforce, à notification du présent arrêté, la surveillance de son stockage paille dégradée par le temps de stockage en extérieur, sous les intempéries, en mettant en place des rondes journalières, afin de s'assurer de l'absence de départ de feu, de dégagements odorants liés à la décomposition de la paille et de toute élévation anormale de la température de ces stockages.

La réalisation de ces rondes fait l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection.

Article 3 : Accès aux ressources en eau dédiées à la défense incendie au niveau du stockage de paille

L'exploitant libère, dans un délai maximal de 5 jours à notification du présent arrêté, une voie d'accès, d'une largeur minimale de 4 m, à la ressource en eau dédiée à la défense incendie du stockage de paille, jusqu'au stockage de paille reconstitué en îlots.

Article 4 : Règles d'implantation applicables au stockage de paille en extérieur

L'exploitant reconditionne, dans un délai maximal d'un mois, ses stockages de paille en îlots, suivant les règles d'implantation définies dans son porter à connaissance du 10 mai 2019, modifié le 31 janvier 2021.

Article 4 : Stockage de biodéchets

L'exploitant transmet au service de l'inspection des installations classées, un programme d'évacuation des bio-déchets présents sur son site, au droit de l'emprise dédiée au stockage de paille en îlots, dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable).

L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous ces déchets, avant le 30 juillet 2025.

Article 5 : Transmission des documents utiles

L'exploitant transmet au Préfet et au service de l'inspection des installations classées tout document ou information utile justifiant de l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté.

Article 6 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 7 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif interrompt le cours du délai contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article 8 : Notification

1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement.

3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire

Article 9 : Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARTRES, le **19 MAI 2025**

LE PRÉFET
Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Agnès BONJEAN